

# La politique en mal d'amour

*par Didier Mineur*

---

**Les Français ne sont pas satisfaits de leur démocratie. Et même s'ils se prennent souvent de passion pour l'élection présidentielle, ils n'ont globalement pas confiance dans leurs représentants. Sont-ils donc ingouvernables ? Notre classe politique est-elle si décevante ? E. Grossman et N. Sauger s'interrogent.**

---

*Recensé : Emiliano Grossman, Nicolas Sauger, Pourquoi détestons-nous autant nos politiques ? Paris, Presses de Sciences Po, 2017, 172 p., 13 €.*

L'ouvrage d'Emiliano Grossman et Nicolas Sauger recherche les causes de la désaffection dont souffrent les politiques français. Afin de les identifier, les auteurs entreprennent d'étudier sociologiquement les différentes dimensions du rapport subjectif – confronté à l'occasion à des données objectives –, que les Français entretiennent avec leurs politiques. En d'autres termes, c'est le lien représentatif lui-même que l'étude entreprend de sonder directement, sur la base de données quantitatives. L'enseignement attendu de cette enquête est la compréhension de la « crise de la représentation » sous les modalités spécifiques qui sont les siennes en France aujourd'hui.

## **Des Français particulièrement insatisfaits**

C'est d'abord la perception qu'ont les Français du fonctionnement de leur démocratie qu'il s'agit de restituer, c'est-à-dire leur degré de confiance dans le régime qui est le leur. Pour l'évaluer, les auteurs font appel à plusieurs études. La mesure du degré de satisfaction globale vis-à-vis de la démocratie, en premier lieu, révèle que « la France se situe parmi les pays qui se disent le moins satisfaits avec le fonctionnement de leur démocratie » (p. 37). Ce sont ensuite les formes de la confiance politique qui sont passées au crible, vis-à-vis de la démocratie, du

gouvernement, des politiques, du Parlement, ou des « gens » ; on observe alors que « pour tous les indicateurs, la France se situe systématiquement un peu en dessous de la moyenne observée dans l'Europe des Quinze » (p. 38). Est enfin interrogé l'impact de la différence de richesse sur la confiance : cette fois, on constate que celle-ci joue « plutôt moins sur la perception de l'état de la démocratie que chez certains de ses voisins » (p. 39).

Dans l'ensemble, donc, il apparaît que les Français nourrissent une insatisfaction particulièrement forte envers leur système politique, avec cependant des pics de confiance au moment des élections présidentielles suivis de chutes vertigineuses (p. 41). Cette constatation prendra toute son importance au chapitre 5, lorsque les auteurs formuleront l'hypothèse la plus à même selon eux d'expliquer cette insatisfaction.

## **À qui la faute ?**

Plusieurs hypothèses de nature à expliquer l'insatisfaction des Français sont examinées tour à tour. Sont-ce nos politiques publiques qui sont mauvaises, de telle sorte que les électeurs, déçus, concluraient à l'incompétence de leurs représentants ? Est-ce la qualité de la représentation qui est en cause ? Les Français eux-mêmes qui sont ingouvernables ? Pour vérifier la première de ces hypothèses, sont distingués trois domaines : l'éducation, la santé, les inégalités. Dans chacun de ces domaines les auteurs restituent d'abord les performances « objectives » qui sont obtenues, avant de recueillir les perceptions qu'en ont les Français. Entre les unes et les autres, on note un certain décalage ; or, si les jugements que portent les Français sur leurs gouvernants sont bien corrélés avec leur perception des performances dans ces trois domaines, ils ne le sont que peu avec les résultats qui y sont objectivement atteints. Les auteurs en concluent que l'hypothèse selon laquelle l'insatisfaction des Français tiendrait à la piètre qualité de nos politiques publiques doit être abandonnée :

si notre détestation des politiques va de pair avec la sévérité de notre jugement à l'égard de leurs actions, ce jugement ne se fonde pas toujours sur la performance réelle des politiques menées. (...) Il n'est donc pas possible de conclure que la qualité des politiques publiques détermine l'opinion exprimée sur le gouvernement. (p. 68)

Pour mettre à l'épreuve la deuxième hypothèse, les auteurs commencent par rappeler l'écart sociologique bien connu entre la société française et la composition des assemblées représentatives ; pourtant, et ceci est plus surprenant, une étude opérée entre 2001 et 2006 établit que le sentiment d'être « bien représenté » est partagé par 60 % des répondants en France. Les auteurs notent que l'on ne saurait conclure que la parité a eu un quelconque effet sur le sentiment de représentativité ; quant au système des primaires ouvertes, désormais adopté par la droite française, il est trop tôt pour savoir s'il est destiné à accroître ce sentiment (p. 85).

La question centrale ici est cependant celle du jugement que portent les Français sur la capacité des politiques à être en phase avec l'opinion publique. Or, en comparant les réponses à cette question dans différents pays, les auteurs constatent que les Français occupent une place médiane. Ils se distinguent en revanche par leur réponse à une autre question, celle de l'impact sur les politiques publiques de l'orientation partisane de ceux qui sont au pouvoir, qu'ils considèrent plus limité que les autres nationalités ; comme le notent les auteurs, « cette impression est particulièrement surprenante dans un pays où la logique majoritaire l'emporte largement » (p. 88). Enfin, analysant à quel degré les Français estiment leur classe politique corrompue, les auteurs notent à nouveau que la France se situe dans une position intermédiaire, entre un groupe de pays d'Europe du Nord, où ce sentiment est peu répandu, et un autre formé de pays d'Europe méridionale, centrale et orientale. À l'issue de cet examen, l'hypothèse selon laquelle l'insatisfaction des représentés serait imputable à la mauvaise qualité de la représentation que donnent d'eux le personnel politique est à son tour écartée :

aucun trait saillant de l'élite politique française ne permet de dire qu'elle est plus sujette à critique que ses homologues européennes. (p. 100)

Reste donc à examiner l'hypothèse selon laquelle ce sont les Français eux-mêmes qui sont ingouvernables.

Il s'agit ici de mesurer une éventuelle propension française au comportement protestataire, qui expliquerait la tendance des Français à juger sévèrement leurs politiques. Soucieux de définir objectivement le « vote protestataire », les auteurs expliquent que celui-ci se signale par l'éloignement entre les positions des électeurs sur quelques enjeux saillants et celles du parti ou des candidats pour lesquels ils votent. Or, même si les positions des électeurs de Marine Le Pen ou de Jean-Luc Mélenchon aux élections présidentielles de 2012 sont dans l'ensemble moins conformes à celles de leurs candidats que ne le sont celles des électeurs de Nicolas Sarkozy ou François Hollande aux positions de ceux-ci, elles leur correspondent cependant sur un enjeu particulier – le rejet total de l'immigration pour les premiers, la contestation de l'intégration européenne pour les seconds. « En somme, concluent les auteurs, les choix politiques des Français correspondent bien à leurs préférences politiques », ce qui donne congé à l'hypothèse d'un comportement électoral fortement protestataire (p. 110). Si les Français ne protestent pas particulièrement par leurs votes, ils le font davantage par leur propension à manifester, un peu plus élevée que la moyenne européenne, même si, selon les auteurs, on ne peut rapporter cette tendance à une polarisation plus forte de la société française que des autres sociétés européennes. Les auteurs concluent donc que « l'explication de la défiance des Français à l'égard du politique n'est pas à chercher du côté du caractère des Français, de la composition de leurs élites ni de la qualité de leurs politiques publiques » (p. 122). Où se trouve-t-elle alors ?

## **Le régime semi-présidentiel, cause de la crise de confiance française ?**

La réponse des auteurs est la suivante : c'est le système politique français qui est cause de la désaffection des Français à l'égard de leurs politiques. Partant de la centralité de l'élection présidentielle, ils soulignent le fait qu'elle oblige les candidats à une certaine démagogie (du moins avant le premier tour), et par conséquent à décevoir – alors même, rappellent les auteurs, que la plupart des promesses sont pourtant tenues. En résulte la répétition d'un même cycle pour chaque mandat : un haut niveau de popularité durant les premiers mois, suivi d'une chute rapide et continue. En outre, disent-ils, le mode d'élection à deux tours oblige les candidats à un grand écart : durcir les oppositions en vue du premier tour, les atténuer pour rallier le plus grand nombre possible entre les deux tours :

le fait d'entendre régulièrement des messages contradictoires en l'espace de deux semaines, c'est-à-dire avant et après le premier tour, est certainement susceptible de favoriser un certain cynisme à l'égard des hommes politiques. (p. 135)

Au contraire, dans d'autres systèmes, la nécessité de s'entendre avec d'autres formations en vue de construire une coalition incite les candidats à davantage de prudence lors des campagnes électorales et les expose moins à la tentation de la démagogie ou au risque de se contredire. Les auteurs remarquent à ce propos qu'il n'est pas impossible que le système politique français se rapproche des systèmes consensuels, dans l'hypothèse où le président élu appartiendrait à un parti autre que le PS ou LR, qui aurait peu de chances, selon eux, d'obtenir une majorité absolue de députés (p. 146).

Ce sont donc les institutions et les pratiques qui s'y sont développées depuis le général de Gaulle qui sont responsables de la désaffection des Français à l'égard de leurs politiques. La conclusion s'essaie dès lors à proposer des remèdes à quelques-uns des travers de celles-ci. Les auteurs sont favorables à l'introduction d'une dose de proportionnelle aux élections législatives, dont les deux tours devraient avoir lieu les mêmes jours que ceux de l'élection présidentielle, de façon à attribuer un certain nombre de sièges aux partis au prorata des voix obtenues à l'issue du premier tour, et à contraindre les candidats à l'élection présidentielle à nouer des alliances en vue d'un futur gouvernement de coalition. Ils se prononcent également pour la création d'instances non partisans chargées de veiller au découpage des circonscriptions, pour la régulation de l'accès aux candidatures, la synchronisation des élections dites intermédiaires et la réforme du financement des partis, qui devrait prendre en compte les résultats électoraux des années précédentes.

## **Données quantitatives et causalité**

En s'attachant à sonder les différentes dimensions du rapport que les représentés entretiennent avec leurs représentants, et en recourant pour cela systématiquement aux données quantitatives, l'ouvrage d'E. Grossman et de N. Sauger comble un manque : le recueil et l'analyse de données sur la perception des performances des politiques publiques, le jugement sur les élites ou la propension à un comportement protestataire, constituent un apport précieux à la description empirique de la « crise de la représentation ». Deux remarques, cependant, peuvent être faites.

En premier lieu, on peut avoir le sentiment que les auteurs écartent parfois trop hâtivement leurs propres hypothèses. Ils se détournent en particulier un peu vite de l'hypothèse d'un lien entre la qualité des politiques publiques et l'insatisfaction des Français : on peut en effet continuer à penser que la première figure probablement bien parmi les causes de la seconde, dans la mesure où le jugement sévère porté par les Français sur les résultats des politiques publiques est bien corrélé avec celui qu'ils portent sur leurs responsables. Le fait que ce jugement soit biaisé, puisque les résultats sont en réalité meilleurs que les Français ne le perçoivent, n'autorise pas à invalider l'hypothèse ; simplement faudrait-il rechercher plus avant les causes de la mauvaise image qu'ils en ont.

De même, l'hypothèse selon laquelle les Français se distingueraient par leur propension au comportement protestataire est mise de côté sur la base de plusieurs arguments, l'un d'entre eux étant que la société française n'est pas plus polarisée que les autres ; cette conclusion est discutable, nous semble-t-il, le degré de polarisation étant mesuré par l'auto-positionnement des individus sur l'axe gauche-droite, dont on sait qu'il est peu significatif (les auteurs rappelant eux-mêmes, par exemple, qu'une part importante des électeurs du FN se situent au centre de l'échiquier politique). Sans doute le mesurerait-on plus objectivement sur des enjeux particuliers comme l'immigration ou l'intégration européenne, où les écarts entre les positions des électeurs sont probablement importants.

L'hypothèse finalement retenue, selon laquelle la crise de confiance des Français envers leurs politiques vient de la démagogie et des revirements auxquels l'élection présidentielle et la logique majoritaire incitent, permet d'ailleurs de donner sens à certaines corrélations statistiques ou à certaines réponses apparues dans le cadre de la mise à l'épreuve des hypothèses précédentes – la hausse de la confiance envers les politiques lors des élections présidentielles et la chute de popularité du président dans les mois qui suivent, ou le sentiment des Français selon lequel gauche et droite ne feraient guère de différence une fois les candidats parvenus au pouvoir. Elle est donc moins une hypothèse concurrente qu'une tentative d'explication contextuelle de certaines données, qui précise plutôt qu'elle ne contredit les hypothèses générales qui précèdent.

La seconde remarque, liée à la précédente, concerne la méthode adoptée : des données purement quantitatives ne permettent probablement pas à elles seules d'établir les causes de l'insatisfaction des Français à l'égard de leurs politiques, et le lien de causalité, le plus souvent supposé par le chercheur, est voué à demeurer hypothétique. Ainsi la corrélation qui apparaît dans le cadre de l'examen de l'hypothèse relative à la qualité des politiques publiques présente-t-elle une ambiguïté centrale, dont font d'ailleurs état les auteurs : les Français peuvent juger positivement ou négativement leurs gouvernants en fonction de l'image qu'ils ont des politiques menées, mais il se peut aussi qu'ils se forment une telle image en raison du jugement positif ou négatif qu'ils portent sur leurs dirigeants, lui-même fonction de leur orientation partisane et idéologique. De même, le potentiel explicatif de l'hypothèse relative à la propension au comportement protestataire des Français est incertain, dans la mesure où cette propension, si elle était avérée, pourrait se comprendre comme un symptôme de leur insatisfaction chronique plutôt que comme sa cause.

Aussi séduisante qu'elle soit, l'hypothèse finale qui veut que notre système politique soit une « machine à décevoir » ne pourrait être elle-même pleinement validée, nous semble-t-il, qu'à condition de se doter de données qualitatives, par exemple en enquêtant auprès de l'électorat d'un candidat finalement élu pour chercher à savoir si la désaffection dont il fait l'objet est bien liée à la trahison de telle ou telle promesse emblématique faite au cours de la campagne présidentielle. Peut-être y-a-t-il là une limite intrinsèque à l'entreprise : pour saisir les causes objectives de ce phénomène par nature subjectif qu'est la « crise de la représentation », il est sans doute nécessaire de se confronter aux narrations individuelles du rapport à la politique.

Publié dans [lavedesidees.fr](http://lavedesidees.fr), le 24 avril 2017.